

**FABRICE BOUDJAABA, Des paysans attachés à la terre ? Familles, marchés et patrimoines dans la région de Vernon (1750-1830), préface de Jean-Pierre Bardet.**

Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2008, 524 p.

Le marché contre l'héritage : tel pourrait s'intituler le magistral travail entrepris par Fabrice Boudjaaba sur les rapports à la terre des paysans de la région de Vernon, en Normandie, tout au long d'une période qui s'étend de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle à 1830. Si l'auteur transcende les clivages traditionnellement admis en histoire – Ancien Régime, Révolution, débuts de l'époque contemporaine –, c'est pour mieux s'interroger sur les ruptures et les continuités perceptibles dans les comportements au sein d'une société paysanne et sur la part qu'y prennent les intérêts économiques. En matière successorale notamment, le passage du droit coutumier normand, caractérisé par l'égalité des frères et par le régime dotal, au Code Civil, qui place garçons et filles à égalité dans les successions, a-t-il eu des incidences sur la gestion et la constitution des patrimoines locaux et, partant, sur la circulation des biens-fonds sur le marché ? Les structures familiales que vise à perpétuer la coutume survivent-elles à sa disparition ? Constituent-elles un frein au jeu des acteurs sur le marché et, plus généralement, quels sont les déterminants de celui-ci ?

Fabrice Boudjaaba entend ici réconcilier deux traditions historiographiques qui, selon lui, sont restées étrangères l'une à l'autre. La première, issue des travaux pluridisciplinaires menés sur les zones d'héritage précipitaire du Sud de la France, s'est centrée sur le rôle de la parenté et des transmissions héréditaires dans les modes de reproduction sociale, laissant implicitement supposer l'inexistence – à tout le moins l'atonie – du marché de la terre dans ces régions ; la seconde, issue d'enquêtes dans les régions de coutumes égalitaires, s'est intéressée au marché, mais au détriment de l'analyse des processus successoraux. C'est surtout dans le prolongement de cette dernière que s'inscrit ce travail dont l'objectif affiché est de réhabiliter le rôle du marché dans les campagnes de l'ère pré-industrielle, tout en s'interrogeant plus généralement sur les places respectives et les évolutions des transactions marchandes et des transferts héréditaires dans la constitution des fortunes patrimoniales.

Pour ce faire, l'auteur use résolument de méthodes quantitatives pour donner tout à la fois une assise statistique à son argument et « rendre compte de la variété des situations individuelles ». Sont ainsi croisées les sources économiques susceptibles de rendre compte des mutations foncières et immobilières (registres du Centième Denier, tables de vendeurs et d'acheteurs, matrices cadastrales notamment) et les informations familiales et biographiques contenues dans le fichier informatisé de reconstitution des familles, issu d'une enquête de démographie historique menée au sein du Centre Roland Mousnier. Ces sources sérielles sont complétées par le dépouillement des actes de deux études notariales, qui permettent à l'auteur tantôt d'étayer ses hypothèses tantôt de les illustrer d'exemples bien choisis. On peut admirer la rigueur et la dextérité avec laquelle l'historien manie ces différentes sources à partir de questionnements précis – en recourant notamment à des modèles économétriques ou en s'inspirant des modèles mis au point par la sociologie des réseaux. Il en résulte un travail qui se déploie en quatre parties – patrimoines et marché, famille et transmission successorale, parenté et alliance, individu et marché – abondamment illustrées de graphes et de schémas. Sans entrer dans le détail de chacune d'elles, on se bornera à rappeler ici quelques points marquants de l'ouvrage.

Le premier tient au rôle du marché, dont le développement au XIX<sup>e</sup> siècle n'est pas nouveau, mais traduit un processus amorcé longtemps auparavant : « *en moyenne, dans la deuxième moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, un couple vient sur le marché tous les 25 ans (...); dans le premier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, (il) rencontre en moyenne le marché une fois tous les 10 ans* » (p. 108). Calculant, un peu plus loin, l'évolution des parts respectives des biens acquis et des biens transmis dans la circulation des biens-fonds, l'auteur montre que si les transferts familiaux dominent encore en 1774 (57 % des propriétés proviennent de l'héritage – p. 195), tel n'est plus le cas à partir de 1806 : « *le marché voit passer près d'une fois et demie plus de biens que les voies de l'héritage* », et s'avère ainsi « *plus redistributeur que ne le sont toutes les autres formes de transmission familiale réunies* » (p. 192). Dès lors, les voies de la reproduction sociale passent par les mutations marchandes bien davantage que par les transferts héréditaires, dont l'importance est moins grande sous l'Ancien Régime que n'aurait pu le laisser croire une coutume d'inspiration lignagère. Le mouvement s'accroît au XIX<sup>e</sup> siècle où l'auteur constate, de plus, que les solidarités familiales n'entrent guère en compte dans les achats et les ventes de terres. Les paysans de la région de Vernon ne témoignent d'aucun souci de conserver les terres héritées au sein du lignage, ni d'acheter ou de vendre à des parents à « *prix d'ami* » et si, malgré tout, il existe bien des transactions intrafamiliales (10 à 12 % des mutations enregistrées au cours de la période), celles-ci obéissent à des logiques d'exploitation (proximité géographique) plus qu'aux contraintes qu'imposerait une parenté que l'auteur juge avoir été généralement surestimée dans les travaux des ruralistes.

Le second point fort de l'ouvrage tient à ses analyses de la propriété et des liens complexes qu'entretiennent les paysans et la terre, variables selon les catégories de biens et les moments du cycle de vie. La grande propriété restant marginale, tout le monde ici, du laboureur à l'ouvrier agricole, est propriétaire. L'égalité des partages, loin d'être liée au fermage – comme c'est souvent le cas ailleurs –, n'empêche pas la prédominance du faire valoir direct, même si la pression démographique et, surtout, l'arrivée des filles aux partages contribuent au morcellement et au nivellement des propriétés. Cette parcellisation s'accompagne du développement d'un marché auquel les horsains participent sensiblement moins au début du XIX<sup>e</sup> siècle qu'à la fin du XVIII<sup>e</sup>. Autrement dit, l'accroissement du volume des mutations marchandes est le fait de locaux. Mais, il ne porte pas également sur tous les types de biens : les maisons et les vignes, surtout lorsqu'elles sont possédées par les ouvriers et les petits paysans, sortent peu des familles. Les terres à labours, au contraire, sont régulièrement remises sur le marché car, comme le montre l'intéressante analyse de l'âge et du sexe des vendeurs et des acheteurs, ce sont les hommes mariés jeunes (35-40 ans) qui achètent le plus pour, le cas échéant, revendre une trentaine d'années plus tard afin d'assurer leurs vieux jours. Les femmes, enfin, veuves ou célibataires, sont essentiellement vendeuses et apparaissent comme « *l'une des voies principales de redistribution de la terre* » (p. 175). Cette approche genrée du marché est sans doute l'une des pistes les plus neuves de l'ouvrage, tant elle permet d'évaluer l'incidence du statut juridique des personnes sur le volume des transactions marchandes (le douaire coutumier disparaît avec le Code civil, si bien que les femmes ont un statut plus précaire, mais elles sont aussi héritières, donc propriétaires).

Stimulant, l'ouvrage l'est aussi par les questions et les remarques qu'il peut susciter, notamment chez les tenants de disciplines voisines. Si l'auteur emprunte à l'économétrie et à la sociologie des réseaux, on peut regretter que l'anthropologie – cataloguée comme a-historique – lui serve essentiellement de repoussoir, ce qui le mène à sous-estimer les travaux menés par

les anthropologues sur les sociétés à mode de transmission égalitaire (notamment Segalen, 1985 ; Augustins, 1989 ; et Pingaud, 2006) qui lui auraient permis de mettre davantage en relief les spécificités de la région de Vernon. Ainsi, les liens entre égalité des partages et faire valoir direct mériteraient d'être davantage interrogés, tant ils contrastent avec ce que l'on peut trouver ailleurs où le fermage constitue un dispositif central de reconstitution des exploitations agricoles. Le recours au marché, certes, permet d'en rendre compte, mais pour qui ? Qui sont les exclus du marché ? Que deviennent-ils ? D'autre part, si les micro-propriétés, comme le constate l'auteur, ne suffisent pas toujours à assurer la subsistance des petits cultivateurs, vigneron et salariés agricoles, comment ceux-ci obtiennent-ils le complément de revenu qui leur est nécessaire ? Il est enfin un phénomène qui apparaît peu dans l'ouvrage, c'est la mobilité géographique des populations, qui, dans la plupart des zones coutumières, apparaît comme l'un des corollaires de l'égalité des partages. Qu'en est-il ici ? La question se pose d'autant plus que les ménages de Vernon, s'ils semblent peu attachés à leurs terres, le sont en revanche beaucoup plus à leurs maisons et à leurs vignes, ce qui laisse supposer une certaine stabilité résidentielle, à tout le moins pour une certaine fraction de la population. Reste que la migration semble bien jouer ici un rôle important dans le fonctionnement du marché puisque, comme le remarque l'auteur dans son analyse du marché foncier d'un village, il existe un « *effet croissant entre la propension à vendre et l'éloignement* » (p. 335).

L'auteur n'a de cesse de montrer, tout au long de ce travail, que la parenté n'a guère d'importance dans cette société normande et que son rôle ne cesse de s'affaiblir tout au long de la période au fur et à mesure que se développe le marché : « *les individus (...) se comportent davantage comme des agents économiques soucieux de préserver leurs intérêts – c'est-à-dire l'équilibre économique de leur ménage – que comme des individus insérés dans des logiques lignagères et/ou de parentèle...* » (p. 336). Il ne serait, en somme, de conduite rationnelle qu'individuelle. Les solidarités familiales nées de la consanguinité et de l'alliance sont d'emblée placées sous le signe de l'archaïsme, des contraintes collectives et de la routine : autant de pesanteurs nuisant à la rationalité économique et à la libre entreprise. Ce point de vue apparaît ici comme un axiome, mais il gagnerait à être interrogé. Nombre de travaux récents ont en effet montré à quel point les marchés les plus modernes pouvaient être sous-tendus par des logiques sociales et culturelles diverses, remettant dès lors en cause l'idée que les liens sociaux et les intérêts économiques relèveraient *a priori* de « mondes séparés » (Dufy et Weber, 2007). Ainsi, l'augmentation des transactions foncières au XIX<sup>e</sup> siècle et le peu de souci dont les paysans témoignent des terres lignagères sont-ils nécessairement le fruit d'une individuation des comportements ? L'attachement de ces paysans propriétaires à l'égalité des partages ne peut-il être un des moteurs du marché de la terre et ne traduit-il pas une certaine conception des solidarités familiales ? Appréhender les multiples facettes de la parenté dans un tel contexte aurait sans doute exigé une approche plus compréhensive que n'autorisait guère le parti quantitatif de l'auteur. On ne saurait le lui reprocher tant ce travail, par son ampleur, renouvelle l'intérêt pour les systèmes égalitaires de transmission des biens... et pour les questions qu'ils n'ont pas fini de poser aux chercheurs.

Tiphaine BARTHELEMY  
Université de Limoges

## Bibliographie

- Augustins G. (1989) *Comment se perpétuer ? Devenir des lignées et destins des patrimoines dans les paysanneries européennes*, Nanterre, Publications de la Société d'ethnologie, 433 p.
- Dufy C., Weber F. (2007) *L'ethnographie économique*, Paris, Editions de la Découverte, 122 p.
- Pingaud M.-C. (2006) *Faire ses partages. Terres et parentèles dans le Perche, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 225 p.
- Segalen M. (1985) *Quinze générations de Bas-Bretons. Parenté et société dans le pays bigouden Sud, 1720-1980*, Paris, PUF, 405 p.-XIV p.

